

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29364]

10 MAI 2013. — Décret instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° Fitness : ensemble d'activités sportives récréatives, pratiquées seul ou en groupe, avec l'assistance d'un moniteur ou non, dans un espace intérieur, qui ont, notamment, pour objectifs le bien-être physique, l'effort physique ou le renforcement musculaire, à l'exception des activités de soins ou de revalidation médicale.

2° Salle de fitness : tout espace intérieur où sont mis à disposition de sportifs des équipements matériels permettant l'exercice du fitness ou tout espace intérieur où sont proposés à des sportifs des cours individuels ou collectifs de fitness.

3° Exploitant de salle de fitness : toute personne physique ou morale qui, à titre professionnel, exploite une salle de fitness, avec ou sans but lucratif.

4° Gérant : toute personne physique chargée par l'exploitant de la salle de fitness, d'assurer la gestion journalière de la salle de fitness.

5° Sportif : toute personne, qui dans le cadre d'un contrat conclu avec l'exploitant d'une salle de fitness, pratique le fitness, à quelque niveau que ce soit.

6° Moniteur : toute personne physique titulaire d'un brevet délivré en exécution du présent décret ou d'un diplôme d'études homologué par le Gouvernement, formée pour encadrer les sportifs afin de leur permettre de pratiquer le fitness dans le respect des impératifs de santé.

7° Entraîneur personnel : le moniteur qui fournit, dans le cadre de cours de fitness individuels, un encadrement personnalisé à un sportif, contre rémunération.

8° Moniteur de cours collectifs : le moniteur qui donne un cours de fitness à un groupe de sportifs, contre rémunération.

9° Label : Label de qualité de la Communauté française octroyé aux salles de fitness qui répondent à un ensemble de critères de qualité.

10° Décret dopage : le décret du 20 octobre 2011 de la Communauté française relatif à la lutte contre le dopage.

11° Administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

12° Salle de fitness labellisée : toute salle de fitness qui bénéficie du Label de qualité de la Communauté française.

13° Sportif d'élite : le sportif d'élite défini par l'article 1.10° du décret dopage.

14° Commission de lutte contre le dopage : la Commission de lutte contre le dopage que tout exploitant de salle de fitness labellisée est tenu de créer en son sein ou de mandater en application de l'article 9, 12°, le cas échéant en association avec d'autres exploitants de salle de fitness ou d'autres organisateurs et organisations sportives au sens du décret dopage.

15° Adulte responsable : toute personne majeure ayant autorité parentale sur un mineur à savoir des parents ou le tuteur légal ou toute personne ayant reçu délégation de l'autorité parentale.

Art. 2. Le décret s'applique :

a) sur le territoire de la région de langue française;

b) sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, aux institutions qui, tant en raison de leur organisation que de leurs activités, doivent être considérées comme relevant exclusivement de la compétence de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Du Label*

Art. 3. Le Gouvernement reconnaît les salles de fitness qui répondent à un ensemble de critères de qualité.

Cette reconnaissance prend la forme d'un Label.

Art. 4. La demande d'octroi du Label est introduite par tout exploitant de salle de fitness auprès du Gouvernement, suivant les modalités arrêtées par ce dernier.

Si l'exploitant de salle de fitness est propriétaire de plusieurs salles, sa demande précise la ou les salles pour lesquelles il demande le Label. Le Label est octroyé pour une ou plusieurs salles. Si le Label est octroyé pour plusieurs salles, chacune de celles-ci répond aux critères de qualité requis par le Label.

Art. 5. Le Gouvernement notifie sa décision, par lettre recommandée, dans un délai de quatre mois à dater de la réception du dossier complet de demande.

Art. 6. Le Label est accordé pour cinq ans. Au terme de ce délai, l'exploitant de salle de fitness introduit une demande de renouvellement du Label. La demande de renouvellement du label est introduite au moins 3 mois avant l'expiration du terme de validité du label.

Art. 7. En cas de changement d'exploitant d'une salle de fitness labellisée, le nouvel exploitant le notifie au Gouvernement, dans le mois.

Le nouvel exploitant respecte toutes les conditions attachées à l'octroi du Label existant.

Art. 8. Le titulaire du Label notifie au Gouvernement tout élément susceptible d'affecter les conditions d'octroi du Label énumérées à l'article 9, par lettre recommandée dans les 30 jours de la survenance de l'élément nouveau.

Art. 9. Pour bénéficier du Label pour une ou plusieurs salles de fitness, l'exploitant respecte les conditions cumulatives suivantes:

1° disposer du nombre de moniteurs, d'entraîneurs personnels et de moniteurs de cours collectifs fixé par le Gouvernement, nécessaires à l'exploitation d'une salle de fitness de qualité et à la pratique du fitness dans le respect des impératifs de santé;

2° affecter à la gestion quotidienne de la salle un gérant qui est, même s'il n'est pas l'exploitant de la salle, titulaire des titres requis par la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante;

3° respecter les conditions prévues au chapitre II de l'arrêté royal du 25 avril 2004 portant réglementation de l'organisation des divertissements actifs;

4° contracter une assurance en responsabilité civile;

5° adopter un règlement d'ordre intérieur, dont copie est communiquée à tous les sportifs lors de leur inscription, qui:

a) pose l'interdiction de la vente de produits dopants et de la pratique du dopage;

b) informe les sportifs que des contrôles antidopage peuvent être effectués conformément à la réglementation en vigueur dans ce domaine;

c) informe les sportifs que tout fait avéré de dopage est constitutif d'un manquement contractuel grave du sportif, impliquant la suspension de son contrat avec l'exploitant;

d) détaille les règles de sécurité et d'hygiène à respecter au sein de la salle de fitness;

e) inclut une copie du décret dopage et de ses arrêtés d'exécution, ainsi que la liste des interdictions arrêtée conformément à l'article 7 de ce décret;

f) inclut une copie du règlement de procédure de la Commission de lutte contre le dopage qui garantit le respect des droits de la défense ainsi que l'impartialité et l'indépendance des juges, conformément aux principes arrêtés par le Gouvernement;

6° sensibiliser les sportifs aux bénéfices d'une alimentation saine et aux risques liés à la consommation de compléments alimentaires;

7° obliger contractuellement les moniteurs qui travaillent dans la salle de fitness à suivre un processus de formation continuée, agréé par le Gouvernement;

8° élaborer des conditions générales applicables aux contrats d'affiliation conclus avec les sportifs, lesquelles sont communiquées au sportif dès leur inscription et sont conformes à la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur;

9° offrir à tout sportif, pour la première fois lors de son inscription et ensuite au moins une fois par an, une évaluation individuelle de ses capacités sportives et de son état de forme, réalisée par un moniteur, et lui proposer sur cette base un programme de fitness adapté;

10° limiter l'accès de la salle de fitness aux sportifs qui produisent une attestation médicale de non contre-indication à l'exercice du fitness et justifiant, le cas échéant, l'utilisation de substances ou méthodes interdites au sens du décret dopage à des fins exclusivement thérapeutiques;

11° Ne pas autoriser l'accès de la salle de fitness aux sportifs de moins de 12 ans, à moins:

a) qu'ils participent à des cours collectifs ou individuels, encadrés, selon le cas, par un moniteur de cours collectifs ou un entraîneur personnel et adaptés à leur âge;

b) ou, à défaut, qu'ils soient accompagnés et sous la surveillance permanente d'un adulte responsable;

12° créer en son sein une Commission de lutte contre le dopage, chargée de constater les faits de dopage commis par les sportifs et de les sanctionner, ou mandater à ces fins une Commission de lutte contre le dopage indépendante, le cas échéant en association avec d'autres exploitants de salle de fitness ou d'autres organisateurs et organisations sportives au sens du décret dopage;

13° organiser, au moins deux fois par an, une journée « portes ouvertes » dans la salle de fitness et donner libre accès à ses installations, en ayant pour objectif d'augmenter la pratique du fitness en Communauté française;

14° équiper la salle de fitness d'un défibrillateur externe automatique de catégorie 1, tel que défini à l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 21 avril 2007 fixant les normes de sécurité et les autres normes applicables au défibrillateur externe automatique utilisé dans le cadre d'une réanimation et former les moniteurs à son utilisation;

15° veiller au développement de la pratique du fitness dans une optique de sport pour tous, en accordant une attention particulière aux publics suivants: moins valides, personnes âgées, public féminin;

16° respecter et appliquer les dispositions relatives au chapitre 3 du présent projet.

Art. 10. Le Label est symbolisé par un logo, dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les règles relatives à son usage par les exploitants de salle de fitness labellisées.

Ce logo demeure la propriété de la Communauté française.

Nul ne peut faire usage de ce logo ou de tout autre signe y faisant référence s'il n'est pas titulaire du Label.

Art. 11. Le Gouvernement assure la promotion des salles de fitness labellisées ainsi que de l'organisation de leurs journées portes ouvertes, notamment, par voie de publication sur le site internet de l'administration.

Art. 12. Une subvention peut être accordée par le Gouvernement pour l'acquisition d'un défibrillateur externe automatique, tel que visé à l'article 9, alinéa 1^{er}, 14°. Le montant de la subvention est fixé à 75 % du prix réel du matériel avec une intervention maximum de 1.500 euros T.V.A.C. par demandeur.

Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes ainsi que les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention visée à l'alinéa précédent.

CHAPITRE III. — *Sanctions en cas de dopage*

Art. 13. Lorsqu'un contrôle antidopage réalisé dans une salle de fitness labellisée aboutit à un résultat d'analyse définitif anormal, le Gouvernement constate l'affiliation ou l'absence d'affiliation du sportif contrôlé à une organisation sportive au sens du décret dopage.

La procédure prescrite à l'article 14 s'applique aux sportifs affiliés.

L'article 15 est d'application pour les sportifs non-affiliés.

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement notifie à l'organisation sportive à laquelle le sportif est affilié, conformément à l'article 15 du décret dopage, les résultats anormaux du contrôle antidopage visé à l'article 13.

L'organisation sportive à laquelle le sportif contrôlé est affilié, est compétente pour juger, dans le cadre des poursuites disciplinaires diligentées à son encontre, si le sportif s'est rendu coupable d'un fait de dopage.

§ 2. Dès que le Gouvernement est informé, conformément à l'article 19, alinéa 3, du décret dopage, de la décision disciplinaire constatant un fait de dopage passée en force de chose jugée prise à l'encontre du sportif, il la communique à l'exploitant de la salle de fitness labellisée au sein de laquelle le contrôle a eu lieu.

L'exploitant de la salle de fitness labellisée transmet la décision disciplinaire à la Commission de lutte contre le dopage.

§ 3. Les éléments qui ont été nécessairement jugés dans la décision disciplinaire passée en force de chose jugée, dont en particulier l'existence d'un fait de dopage imputable au sportif, lient le sportif, l'exploitant de la salle de fitness labellisée et la Commission de lutte contre le dopage.

Si la décision disciplinaire passée en force de chose jugée constate l'existence d'un fait de dopage imputable au sportif, la Commission de lutte contre le dopage fixe un délai pendant lequel le sportif est privé de tout accès aux salles de fitness labellisées. Ce délai est étranger à celui ordonné par les autorités disciplinaires de l'organisation sportive à laquelle le sportif est affilié, en application du § 1^{er}, alinéa 2.

Le délai de suspension ordonné par la Commission de lutte contre le dopage est proportionné à la gravité des faits de dopage constatés. Il ne peut être, sous réserve du § 4, inférieur à 8 jours et supérieur à 2 ans. En cas de récidive, ces délais sont doublés.

§ 4. Lorsque le sportif n'a aucun antécédent en matière de dopage, la Commission de lutte contre le dopage le sanctionne d'une simple réprimande si, sans que cela ne soit contredit par les éléments nécessairement jugés dans la décision disciplinaire passée en force de chose jugée:

1° le sportif démontre l'absence de faute ou de négligence de sa part;

2° ou le sportif justifie de quelle manière la substance spécifiée, au sens de la Liste des interdictions visée à l'article 1.6° du décret dopage, s'est retrouvée dans son organisme ou en sa possession, et démontre que cette substance spécifiée ne visait pas à améliorer sa performance, ni à masquer l'usage d'une substance améliorant la performance.

Art. 15. § 1^{er}. Si le sportif n'est pas affilié à une organisation sportive, le Gouvernement communique les résultats anormaux du contrôle antidopage visé à l'article 13 à l'exploitant de la salle de fitness labellisée au sein de laquelle le contrôle a eu lieu.

L'exploitant de la salle de fitness labellisée transmet les résultats à la Commission de lutte contre le dopage.

§ 2. La Commission de lutte contre le dopage apprécie l'existence d'un fait de dopage dans le chef du sportif contrôlé, conformément aux dispositions du décret dopage.

Si la Commission de lutte contre le dopage constate l'existence d'un fait de dopage, elle fixe un délai pendant lequel le sportif est privé de tout accès aux salles de fitness labellisées.

Le délai de suspension ordonné par la Commission de lutte contre le dopage est proportionné à la gravité des faits de dopage constatés. Il ne peut être, sous réserve du § 3, inférieur à 8 jours et supérieur à 2 ans. En cas de récidive, ces délais sont doublés.

§ 3. Lorsque le sportif n'a aucun antécédent en matière de dopage, la Commission de lutte contre le dopage le sanctionne d'une simple réprimande si:

1° le sportif démontre l'absence de faute ou de négligence de sa part;

2° ou le sportif justifie de quelle manière la substance spécifiée, au sens de la Liste des interdictions visée à l'article 1.6° du décret dopage, s'est retrouvée dans son organisme ou en sa possession, et que cette substance spécifiée ne visait pas à améliorer sa performance, ni à masquer l'usage d'une substance améliorant la performance.

Art. 16. Lorsque le Gouvernement reçoit communication, conformément à l'article 19, alinéa 3, du décret dopage, d'une décision disciplinaire passée en force de chose jugée qui suspend un sportif d'élite pour un fait de dopage, suite à un contrôle réalisé hors d'une salle de fitness labellisée, le Gouvernement vérifie, auprès des salles de fitness labellisées, si ce sportif d'élite pratique le fitness dans une ou plusieurs salle(s) de fitness labellisée(s).

Si tel est le cas, le Gouvernement communique la décision disciplinaire à l'exploitant de la salle de fitness labellisée concernée. Ce dernier transmet la décision disciplinaire à la Commission de lutte contre le dopage, aux fins d'application de l'article 14, §§ 3 et 4.

Art. 17. La Commission de lutte contre le dopage créée ou mandatée par tout exploitant de salle de fitness labellisée établit un règlement de procédure.

Ce règlement garantit, conformément aux principes arrêtés par le Gouvernement, le respect des droits de la défense ainsi que l'impartialité et l'indépendance des juges.

Avant toute décision, la Commission de lutte contre le dopage convoque le sportif, par courrier recommandé, pour l'entendre en ses moyens. Le sportif peut être assisté ou représenté par un conseil.

La décision de la Commission de lutte contre le dopage est écrite et motivée. Elle est notifiée, par courrier recommandé, au sportif. Une copie est transmise à l'exploitant de la salle de fitness.

Art. 18. Si la Commission de lutte contre le dopage décide, en application des articles 14, 15 ou 16, que le sportif a commis un fait de dopage justifiant une suspension, l'exploitant de la salle de fitness labellisée suspend le contrat qui le lie au sportif, pour cause d'inexécution fautive, pendant toute la durée fixée par la Commission de lutte contre le dopage.

L'exploitant de salle de fitness labellisée en informe immédiatement le Gouvernement et lui communique la durée de la suspension imposée par la Commission de lutte contre le dopage.

Le Gouvernement transmet ces informations à tous les exploitants de salles de fitness labellisées, qui suspendent immédiatement l'exécution de tous les contrats qu'ils ont signés avec le sportif concerné.

Les exploitants de salle de fitness labellisées sont liés par la décision de la Commission de lutte contre le dopage. Ils refusent à un sportif sanctionné pour fait de dopage la conclusion de tout contrat avec ce dernier et l'accès aux salles de fitness qu'ils exploitent, tant que le délai de suspension du contrat fixé par la Commission de lutte contre le dopage n'est pas expiré.

Art. 19. Toutes les informations communiquées, en application du présent chapitre, entre le Gouvernement et les exploitants de salles de fitness labellisées ont lieu par le biais de canaux de communication sécurisés, dont le Gouvernement arrête les modalités.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et retrait du Label*

Art. 20. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaires et des contrôles effectués en application de la législation anti-dopage, les agents désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. Ces agents peuvent requérir l'assistance des services de police judiciaire.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents procèdent à toutes constatations et auditions de personnes qu'ils jugent utiles.

Ils sont autorisés à pénétrer dans tous les locaux des salles de fitness labellisées, à tout moment pendant leurs heures d'ouverture au public.

Les manquements au présent décret et à ses arrêtés d'exécution sont constatés dans des procès-verbaux.

Tout procès-verbal établi en application du décret est adressé, sous forme de copie, à l'exploitant concerné de la salle de fitness labellisée, par lettre recommandée, dans les 30 jours de la date du constat.

Art. 21. Le Label est retiré à son titulaire si les conditions nécessaires à son octroi et à son usage ne sont plus respectées.

Art. 22. Avant toute décision de retrait du Label, le Gouvernement informe son titulaire, par lettre recommandée, des manquements constatés et lui octroie un délai de trois mois pour régulariser sa situation. L'exploitant peut être entendu en ses moyens.

Faute de régularisation de la situation dans ce délai, le Gouvernement retire le Label à l'exploitant de la salle de fitness.

Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure de retrait du label.

Art. 23. La décision de retrait du Label est notifiée par le Gouvernement à son titulaire par lettre recommandée.

CHAPITRE V. — *Formation des moniteurs*

Art. 24. Le Gouvernement fixe les normes minimales quantitatives et qualitatives de formations des moniteurs de salles de fitness labellisées, des entraîneurs personnels et des moniteurs de cours collectifs.

Le Gouvernement peut déléguer l'organisation, de tout ou partie des formations à:

- 1° des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

Le Gouvernement peut reconnaître, tout ou partie, des formations organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés.

Le Gouvernement peut fixer des exigences de formation continuée différentes pour les moniteurs, les entraîneurs personnels et les moniteurs de cours collectifs.

Art. 25. Le Gouvernement peut octroyer des subventions destinées à soutenir la formation des moniteurs de salle de fitness.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction des demandes de subvention en matière de formation des moniteurs de salles de fitness. Il en détermine les conditions d'octroi et les montants.

CHAPITRE VI. — *Evaluation*

Art. 26. Le présent décret sera évalué dans les deux années qui suivent son entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 mai 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-D. SIMONET

Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 468-1. – Amendements de commission, n° 468-2 Rapport, n° 468-3 – Amendement de séance, n° 468-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 8 mai 2013.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29364]

10 MEI 2013. — Decreet tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° *Fitness* : geheel van recreatiesportactiviteiten, die alleen of in groepsverband worden uitgeoefend, met of zonder de bijstand van een monitor, in een binnenruimte, en die inzonderheid gericht zijn op lichamelijk welzijn, lichamelijke inspanning of versterking van spiermassa, met uitzondering van de activiteiten inzake verzorging of medische revalidatie.

2° *Fitnesszaal* : elke binnenruimte waar materiële uitrusting voor de beoefening van fitness ter beschikking van sporters wordt gesteld of elke binnenruimte waar individuele of collectieve fitnesslessen worden voorgesteld.

3° *Exploitant van een fitnesszaal* : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die beroepshalve een fitnesszaal met of zonder winsttoegemerk exploiteert.

4° *Beheerder* : elke natuurlijke persoon die door de exploitant van een fitnesszaal wordt belast met het dagelijkse beheer van de fitnesszaal.

5° *Sporter* : elke persoon die, in het kader van een contract dat met de exploitant van een fitnesszaal wordt gesloten, op onverschillig welk niveau fitness beoefent.

6° *Monitor* : elke natuurlijke persoon, houder van een brevet dat ter uitvoering van dit decreet wordt uitgereikt, of van een studiediploma dat door de Regering wordt gehomologeerd, die wordt opgeleid om sporters te begeleiden om hen in staat te stellen fitness te beoefenen op een medisch verantwoorde wijze.

7° *Persoonlijke trainer* : de monitor die in het kader van individuele fitnesslessen, een geïndividualiseerde begeleiding aan een sporter tegen bezoldiging verschaft.

8° *Monitor voor collectieve lessen* : de monitor die een fitnesslessen tegen bezoldiging geeft aan een groep sporters.

9° *Label* : kwaliteitslabel van de Franse Gemeenschap dat wordt toegekend aan de fitnesszalen die beantwoorden aan een geheel van kwaliteitscriteria.

10° *Dopingdecreet* : het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping.

11° *Administratie* : de algemene directie sport van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

12° *Gelabelde fitnesszaal* : elke fitnesszaal die het kwaliteitslabel van de Franse Gemeenschap geniet.

13° *Topsporter* : de topsporter bepaald bij artikel 1.10° van het dopingdecreet.

14° *Commissie voor dopingbestrijding* : de commissie voor dopingbestrijding die elke exploitant van een gelabelde fitnesszaal in zijn midden moet oprichten of machtigen met toepassing van artikel 9, 12°, in voorkomend geval samen met andere exploitanten van fitnesszalen of andere sportorganisatoren en -organisaties in de zin van het dopingdecreet.

15° *Verantwoordelijke volwassene* : elke meerderjarige persoon die het ouderlijk gezag uitoefent over een minderjarige, te weten de ouders of de wettelijke voogd, of elke persoon aan wie het ouderlijk gezag wordt gedelegeerd.

Art. 2. Het decreet is van toepassing :

a) op het grondgebied van het Franse taalgebied;

b) op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op de instellingen die, zowel wegens hun organisatie als wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Label*

Art. 3. De Regering erkent de fitnesszalen die aan een geheel van kwaliteitscriteria beantwoorden.

Die erkenning neemt de vorm van een label aan.

Art. 4. De aanvraag om toekenning van het label wordt door elke exploitant van een fitnesszaal bij de Regering ingediend volgens door deze nader te bepalen regels.

Als de exploitant van een fitnesszaal eigenaar is van verschillende zalen, bepaalt zijn aanvraag de zaal of de zalen waarvoor hij het label aanvraagt. Het label wordt voor één of meer zalen toegekend. Indien het label voor verschillende zalen wordt toegekend, moet elk van die aan de door het label vereiste kwaliteitscriteria beantwoorden.

Art. 5. De Regering geeft kennis van haar beslissing, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het volledige aanvraagdossier.

Art. 6. Het label wordt voor een periode van vijf jaar toegekend. Op het einde van die termijn, dient de exploitant van een fitnesszaal een aanvraag om vernieuwing van het label in. De aanvraag om vernieuwing van het label wordt ten minste 3 maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het label ingediend.

Art. 7. Bij verandering van exploitant van een gelabelde fitnesszaal, geeft de nieuwe exploitant binnen één maand daarvan kennis aan de Regering.

De nieuwe exploitant moet voldoen aan alle voorwaarden betreffende de toekenning van het bestaande label.

Art. 8. De titularis van het label geeft de Regering kennis van elk gegeven dat de in artikel 9 opgesomde voorwaarden voor de toekenning van het label kan wijzigen, bij aangetekend schrijven binnen de 30 dagen na de verschijning van het nieuwe gegeven.

Art. 9. Om het label voor één of meer fitnesszalen te kunnen genieten, moet de exploitant voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° beschikken over het door de Regering vast te stellen aantal monitoren, persoonlijke trainers, monitoren voor collectieve lessen die noodzakelijk zijn voor de exploitatie van een kwaliteitsfitnesszaal en voor de medisch verantwoorde beoefening van fitness;

2° voor het dagelijkse beheer van de zaal een beheerder aanstellen die, ook al is hij niet de uitbater van de zaal, titularis is van de akten die vereist zijn door de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap;

3° voldoen aan de voorwaarden bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 25 april 2004 houdende reglementering van de organisatie van actieve ontspanningsevenementen;

4° een verzekering «burgerlijke aansprakelijkheid» sluiten;

5° een huishoudelijk reglement aannemen, waarvan een afschrift aan alle sporters wordt meegedeeld bij hun inschrijving, dat :

a) het verbod van de verkoop van dopingproducten en van dopingpraktijken oplegt;

b) sporters informeert dat dopingcontroles kunnen worden uitgevoerd overeenkomstig de ter zake geldende regeling;

c) sporters informeert dat elk bewezen dopingfeit een ernstige contractuele tekortkoming van de sporter uitmaakt, die de schorsing van zijn contract met de exploitant tot gevolg heeft;

d) de regels inzake veiligheid en hygiëne nader bepaalt die binnen de fitnesszaal na te leven zijn;

e) een afschrift inhoudt van het dopingdecreet en de besluiten tot uitvoering ervan, alsook de lijst van verboden die overeenkomstig artikel 7 van dat decreet vast te stellen is;

f) een afschrift inhoudt van het procedurereglement van de Commissie voor de dopingbestrijding die de eerbiediging van de rechten van de verdediging alsook de onpartijdigheid en de onafhankelijkheid van de rechters waarborgt, overeenkomstig de door de Regering vast te stellen beginselen;

6° sporters bewust maken voor de voordelen van gezonde voeding en voor de risico's in verband met het gebruik van voedingssupplementen;

7° de monitoren die in de fitnesszaal werken, contractueel ertoe verplichten een door de Regering erkende voortgezette opleiding te volgen;

8° algemene voorwaarden opstellen die toepasselijk zijn op de aansluitingscontracten die met sporters worden gesloten, en die hun bij hun inschrijving worden meegedeeld en in overeenstemming moeten zijn met de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming;

9° elke sporter, voor de eerste keer bij zijn inschrijving en vervolgens één keer per jaar, een individuele evaluatie van zijn sportcapaciteiten en van de staat van zijn vorm, uitgevoerd door een monitor, bieden, en hem op die basis een aangepast fitnessprogramma voorstellen;

10° de toegang tot de fitnesszalen beperken tot sporters die een medisch attest voorleggen dat bewijst dat er geen contra-indicatie bestaat voor de beoefening van fitness en dat, in voorkomend geval, uitsluitend met een therapeutisch doel, het gebruik van stoffen of methoden die overeenkomstig het dopingdecreet verboden zijn, rechtvaardigt;

11° De toegang van sporters beneden twaalf jaar niet toelaten, tenzij :

a) ze, naar gelang van het geval begeleid door een monitor voor collectieve lessen of een persoonlijke trainer, aan collectieve of individuele lessen deelnemen die aan hun leeftijd aangepast zijn;

b) ze, zoniet, worden begeleid en onder het permanente toezicht staan van een verantwoordelijke volwassene;

12° binnen de zaal een commissie voor dopingbestrijding oprichten, belast met het vaststellen van door sporters bedreven dopingfeiten, en met het straffen van deze, of daartoe een onafhankelijke commissie voor dopingbestrijding machtigen, in voorkomend geval samen met andere exploitanten van fitnesszalen of andere organisatoren en sportorganisaties in de zin van het dopingdecreet;

13° ten minste twee keer per jaar, een opendeurendag in de fitnesszaal organiseren en vrije toegang tot zijn installaties verlenen, met als doel de fitnessbeoefening in de Franse Gemeenschap aan te moedigen;

14° de fitnesszaal uitrusten met een automatische externe defibrillator van categorie 1, zoals bepaald in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 21 april 2007 houdende veiligheids- en andere voorwaarden inzake een automatische externe defibrillator gebruikt in het kader van een reanimatie, en de monitoren opleiden tot het gebruik ervan;

15° zorgen voor de ontwikkeling van de fitnessbeoefening met het oog op sport voor allen, waarbij een bijzondere aandacht wordt geschonken aan de volgende doelgroepen : minder-validen, bejaarden, vrouwen;

16° de bepalingen betreffende hoofdstuk 3 van dit project naleven en toepassen.

Art. 10. Het label wordt door een logo gesymboliseerd, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

De Regering bepaalt de regels betreffende het gebruik ervan door de exploitanten van gelabelde fitnesszalen.

Dat logo blijft eigendom van de Franse Gemeenschap.

Niemand mag dat logo of elk ander teken dat ernaar verwijst, gebruiken, als hij niet titularis is van het label.

Art. 11. De Regering zorgt voor de promotie van de gelabelde fitnesszalen alsook voor de organisatie van hun opendeurendagen, inzonderheid door middel van de bekendmaking op de website van de administratie.

Art. 12. De Regering kan een subsidie toekennen voor de aanschaffing van een automatische externe defibrillator, zoals bedoeld in artikel 9, eerste lid, 14°. Het bedrag van de subsidie wordt op 75 % van de werkelijke prijs van het materieel vastgesteld, met een maximumtegemeetkoming van 1.500 euro inclusief BTW voor elke aanvrager.

De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen alsook de nadere regels voor de toekenning en de uitbetaling van de in het vorige lid bedoelde subsidie.

HOOFDSTUK III. — *Sancties wegens doping*

Art. 13. Wanneer een dopingcontrole die in een gelabelde fitnesszaal wordt uitgevoerd tot een abnormaal definitief analysesresultaat leidt, kijkt de Regering na of de gecontroleerde sporter aangesloten of niet aangesloten is bij een sportorganisatie in de zin van het dopingdecreet.

De in artikel 14 voorgeschreven procedure is op de aangesloten sporters van toepassing.

Artikel 15 is op de niet aangesloten sporters van toepassing.

Art. 14. § 1. De Regering geeft de sportorganisatie waarbij de sporter aangesloten is, overeenkomstig artikel 15 van het dopingdecreet, kennis van de abnormale resultaten van de in artikel 13 bedoelde dopingcontrole.

De sportorganisatie waarbij de gecontroleerde sporter aangesloten is, is bevoegd om te oordelen, in het kader van de tuchtvervolgingen die tegen hem worden gericht, of de sporter zich schuldig heeft gemaakt aan een dopingfeit.

§ 2. Zodra de Regering, overeenkomstig artikel 19, derde lid, van het dopingdecreet, op de hoogte is van de in kracht van gewijsde gegane tuchtbeslissing die een dopinggeval vaststelt tegen de sporter, deelt ze die mee aan de exploitant van de gelabelde fitnesszaal waarin de controle werd verricht.

De exploitant van de gelabelde fitnesszaal zendt de tuchtbeslissing aan de Commissie voor dopingbestrijding over.

§ 3. De sporter, de exploitant van de gelabelde fitnesszaal en de Commissie voor dopingbestrijding worden gebonden door de gegevens die een wezenlijk bestanddeel hebben uitgemaakt van de in kracht van gewijsde gegane tuchtbeslissing, inzonderheid het bestaan van een dopingfeit waaraan de sporter zich schuldig heeft gemaakt.

Indien de in kracht van gewijsde gegane tuchtbeslissing het bestaan van een dopingfeit waaraan de sporter zich schuldig heeft gemaakt, vaststelt, stelt de Commissie voor dopingbestrijding een termijn vast binnen welke de sporter de toegang tot de gelabelde fitnesszalen wordt ontzegd. Die termijn stemt niet overeen met de termijn die wordt opgelegd door de tuchtvervolgingen van de sportorganisatie waarbij de sporter aangesloten is, met toepassing van § 1, tweede lid.

De schorsingstermijn die door de Commissie voor dopingbestrijding wordt opgelegd, is in verhouding tot de ernst van de vastgestelde dopingfeiten. Hij kan, onder voorbehoud van § 4, niet korter dan 8 dagen en niet langer dan 2 jaar zijn. Bij herhaling wordt die termijn verdubbeld.

§ 4. Wanneer de sporter geen antecedent inzake doping heeft, straft de Commissie voor dopingbestrijding hem met een gewone berisping, indien hij, met inachtneming van de gegevens die een wezenlijk bestanddeel hebben uitgemaakt van de in kracht van gewijsde gegane tuchtbeslissing :

1° bewijst dat hem geen tekortkoming of onachtzaamheid kan worden verweten;

2° of bewijst op welke wijze de geïdentificeerde stof, in de zin van de lijst van de verboden bedoeld in artikel 1.6° van het dopingdecreet, in zijn lichaam wordt teruggevonden of in zijn bezit is, en bewijst dat die geïdentificeerde stof niet tot doel had zijn prestatie te verbeteren, of het gebruik van een stof die de prestatie verbetert, te maskeren.

Art. 15. § 1. Als de sporter niet bij een sportorganisatie aangesloten is, deelt de Regering de abnormale resultaten van de in artikel 13 bedoelde dopingcontrole mee aan de exploitant van de gelabelde fitnesszaal waarin de controle werd verricht.

De exploitant van de gelabelde fitnesszaal zendt de resultaten aan de Commissie voor dopingbestrijding over.

§ 2. De Commissie voor dopingbestrijding oordeelt over het bestaan van een dopingfeit vanwege de gecontroleerde sporter, overeenkomstig de bepalingen van het dopingdecreet.

Als de Commissie voor dopingbestrijding het bestaan van een dopingfeit vaststelt, stelt ze een termijn vast gedurende welke de sporter elke toegang tot gelabelde fitnesszalen wordt ontzegd.

De schorsingstermijn die door de Commissie voor dopingbestrijding wordt opgelegd, is in verhouding tot de ernst van de vastgestelde dopingfeiten. Hij kan, onder voorbehoud van § 3, niet korter dan 8 dagen en niet langer dan 2 jaar zijn. Bij herhaling wordt die termijn verdubbeld.

§ 3. Wanneer de sporter geen antecedent inzake doping heeft, straft de Commissie voor dopingbestrijding hem met een gewone berisping, indien hij :

1° bewijst dat hem geen tekortkoming of onachtzaamheid kan worden verweten;

2° of bewijst op welke wijze de geïdentificeerde stof, in de zin van de lijst van de verboden bedoeld in artikel 1.6° van het dopingdecreet, in zijn lichaam wordt teruggevonden of in zijn bezit is, en bewijst dat die geïdentificeerde stof niet tot doel had zijn prestatie te verbeteren, of het gebruik van een stof die de prestatie verbetert, te maskeren.

Art. 16. Wanneer de Regering, overeenkomstig artikel 19, derde lid, van het dopingdecreet, melding krijgt van een in kracht van gewijsde gegane tuchtbeslissing tot schorsing van een topsporter wegens een dopingfeit, als gevolg van een controle die buiten een gelabelde fitnesszaal wordt uitgevoerd, kijkt de Regering bij de gelabelde fitnesszalen na of die topsporter in één of meer gelabelde fitnessz(aal/alen) fitness beoefent.

Als dit het geval is, deelt de Regering de tuchtbeslissing mee aan de betrokken exploitant van de gelabelde fitnesszaal. Deze laatste zendt de tuchtbeslissing aan de Commissie voor dopingbestrijding over, voor de toepassing van artikel 14, §§ 3 en 4.

Art. 17. De Commissie voor dopingbestrijding, opgericht of gemachtigd door elke exploitant van een gelabelde fitnesszaal, stelt een procedurereglement vast.

Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde beginselen, waarborgt dat reglement de eerbiediging van de rechten van de verdediging alsook de onpartijdigheid en de onafhankelijkheid van de rechters.

Voordat de Commissie voor dopingbestrijding een beslissing neemt, roept ze de sporter bij aangetekend schrijven op, om hem in zijn middelen te horen. De sporter kan door een raadsman worden bijgestaan of vertegenwoordigd.

De beslissing van de Commissie voor dopingbestrijding wordt geschreven en met redenen omkleed. Daarvan wordt de sporter bij aangetekend schrijven kennis gegeven. Er wordt een afschrift overgezonden aan de exploitant van de fitnesszaal.

Art. 18. Indien de Commissie voor dopingbestrijding, met toepassing van de artikelen 14, 15 of 16, beslist dat de sporter een dopingfeit heeft bedreven dat een schorsing rechtvaardigt, schort de exploitant van de fitnesszaal, wegens niet-uitvoering, het contract op waardoor hij met de sporter verbonden is, tijdens de duur die door de Commissie voor dopingbestrijding wordt vastgesteld.

De exploitant van de gelabelde fitnesszaal brengt daar onmiddellijk de Regering op de hoogte van en deelt hem de duur mee van de schorsing die hem door de Commissie voor dopingbestrijding wordt opgelegd.

De Regering zendt die informatie over aan alle exploitanten van gelabelde fitnesszalen, die de uitvoering van alle contracten die ze met de betrokken sporter hebben gesloten, onmiddellijk opschort.

De exploitanten van gelabelde fitnesszalen worden gebonden door de beslissing van de Commissie voor dopingbestrijding. Ze weigeren dat een sporter die wegens een dopingfeit wordt gestraft, toegang zou krijgen tot de fitnesszalen die ze exploiteren, zolang de door de Commissie voor dopingbestrijding vastgestelde termijn voor de opschorting van het contract niet verstreken is.

Art. 19. Alle informatie die, met toepassing van dit hoofdstuk, tussen de Regering en de exploitanten van gelabelde fitnesszalen wordt meegedeeld, vindt plaats via beveiligde communicatiekanalen, waarvan de Regering de nadere regels vaststelt.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht en intrekking van het label*

Art. 20. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie en de controles die worden verricht met toepassing van de dopingwetgeving, oefenen de door de Regering aangestelde personeelsleden toezicht op de uitvoering van dit decreet en van de besluiten tot uitvoering ervan. Die personeelsleden kunnen de bijstand van de diensten van gerechtelijke politie aanvragen.

Bij de uitoefening van hun ambt doen de personeelsleden alle vaststellingen en hoorzittingen van personen die ze als nuttig achten.

Ze worden ertoe toegelaten alle lokalen van de gelabelde fitnesszalen binnen te treden, te allen tijde tijdens de uren gedurende welke ze open zijn voor het publiek.

Elke overtreding van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten wordt in een proces-verbaal vastgesteld.

Elk proces-verbaal dat met toepassing van het decreet wordt opgemaakt, wordt als afschrift aan de betrokken exploitant van de gelabelde fitnesszaal bij aangetekend schrijven meegedeeld binnen de dertig dagen na de datum van de vaststelling.

Art. 21. Het label wordt ingetrokken als de titularis ervan niet meer voldoet aan de voorwaarden die noodzakelijk zijn voor de toekenning en het gebruik ervan.

Art. 22. Voordat de Regering een beslissing tot intrekking van het label neemt, brengt de Regering de titularis ervan bij aangetekend schrijven op de hoogte van de vastgestelde tekortkomingen en kent hem een termijn van drie maanden toe om zijn toestand te regulariseren. De exploitant kan in zijn middelen worden gehoord.

Als de toestand niet binnen die termijn wordt geregulariseerd, trekt de Regering het label van de exploitant van de fitnesszaal in.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de procedure voor de intrekking van het label.

Art. 23. Van de beslissing tot intrekking van het label wordt door de Regering bij aangetekend schrijven kennis gegeven aan de titularis ervan.

HOOFDSTUK V. — *Opleiding van monitoren*

Art. 24. De Regering stelt de minimumnormen vast inzake kwantiteit en kwaliteit voor de opleiding van monitoren van gelabelde fitnesszalen, persoonlijke trainers en monitoren voor collectieve lessen.

De Regering kan de organisatie van het gehele of een deel van de opleidingen delegeren aan :

1° openbare of privé-onderwijsinstellingen;

2° openbare of privé-instellingen, gespecialiseerd inzake opleiding.

De Regering kan het geheel of een deel van de opleidingen erkennen die worden georganiseerd door openbare of privé-onderwijsinstellingen of door openbare of privé-instellingen.

De Regering kan verschillende eisen inzake voortgezette opleiding stellen voor monitoren, persoonlijke trainers en monitoren voor collectieve lessen.

Art. 25. De Regering kan subsidies toekennen, bestemd om de opleiding van monitoren van fitnesszalen te ondersteunen.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de indiening van de aanvragen om subsidie voor de opleiding van monitoren van fitnesszalen. Ze stelt de toekenningsvoorwaarden en de bedragen vast.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie*

Art. 26. Dit decreet wordt geëvalueerd binnen de twee jaar volgend op de inwerkingtreding ervan. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 10 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET
De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE
De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK
De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN
De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*
Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 468-1.- Commissie-amendementen, nr. 468-2.- Verslag, nr. 468-3. - Vergaderingsamendement, nr. 468-4.
Integraal verslag. — Bespreking een aanneming. — Vergadering van 8 mei 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29375]

**23 MAI 2013. — Décret modifiant le décret du 28 avril 2004
relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, complété par le décret du 12 janvier 2007, ainsi que dans les articles 4, 6, 15, 16, 23 et 28 du même décret, les mots « de la » sont chaque fois insérés entre le mot « Service » et le mot « Jeunesse ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même décret est complété comme suit :

a) « 10. « pouvoir organisateur » : l'organe qui est l'autorité responsable des activités menées dans une ou plusieurs écoles de devoirs et en assume l'organisation et la gestion. »;

b) « 11. « Equipe pédagogique » : l'équipe qui est, notamment, chargée de rédiger le projet d'accueil, de réfléchir au fonctionnement de l'école de devoirs, au plan annuel d'action, au rapport d'activités, et dans laquelle, l'équipe d'animation est incluse. ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même décret, le § 1^{er}, 1., est remplacé par ce qui suit :

« 1. le développement intellectuel de l'enfant, notamment par l'accompagnement aux apprentissages, à sa scolarité et par l'aide aux devoirs et travaux à domicile; ».

Art. 4. Dans l'article 3 du même décret, les mots « la Communauté française ou faire référence d'une quelconque manière à la Communauté française » sont remplacés par les mots « l'O.N.E. ».

Art. 5. Dans l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « Pour être reconnue l'école de devoirs doit introduire une demande de reconnaissance auprès de l'O.N.E. » est remplacée par les phrases :

« Pour obtenir la reconnaissance d'une école de devoirs, le pouvoir organisateur doit introduire une demande de reconnaissance auprès de l'O.N.E. Le pouvoir organisateur qui souhaite obtenir une reconnaissance pour plusieurs écoles de devoirs doit introduire une demande pour chacune d'entre elles. »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « pour les écoles de devoirs, du projet pédagogique » sont remplacés par les mots « pour les écoles de devoirs, du projet d'accueil »;

c) dans l'alinéa 2, les mots « article 7, § 1, 3 °, » sont remplacés par les mots « article 7, § 2, 3 °, ».

Art. 6. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 12 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « pour des sites distincts » sont remplacés par les mots « pour des écoles de devoirs distinctes »;

b) les mots « du premier site reconnu » sont remplacés par les mots « de la première école de devoirs reconnue ».